

La Bolivie a demandé le retrait d'un fonctionnaire de la Communauté andine des Nations



Lima, 19 décembre (RHC) La Bolivie a tacitement demandé le retrait d'un fonctionnaire péruvien de la Communauté andine des Nations (CAN) pour activités politiques car il a signé un document contenant des accusations et des attaques contre la Bolivie et l'ancien président Evo Morales.

C'est ce qu'ont rapporté des sources proches de la CAN, dont le siège est dans cette capitale, selon lesquelles l'un des directeurs généraux de cette entité, José Arróspide, ancien vice-ministre péruvien des Affaires Étrangère aurait violé le règlement intérieur du Secrétariat général, qui interdit à ceux qui exercent cette fonction d'exercer des activités de prosélytisme politique.

Selon les sources, la demande est signée par le vice-ministre du Commerce extérieur de la Bolivie, Benjamin Blanco, et adressée au secrétaire général de la CAN, Jorge Pedraza.

Il soutient qu' Arróspide a récemment signé un document une déclaration d'anciens anciens vice-ministres péruviens des Affaires Étrangères contre une réunion de Runasur au Pérou) avec des allusions à l'État bolivien et des accusations sur un prétendu plan de démembrement du territoire péruvien en faveur de la Bolivie.

Il ajoute que le texte des ex-diplomates contient des déclarations insultantes à l'égard de la Bolivie, qui sont dénuées de véracité et visent clairement à nuire aux relations entre les peuples, ce qui porte atteinte à l'impartialité que doivent maintenir les fonctionnaires de la CAN, conformément au règlement intérieur de l'organisation.

Il demande donc l'application pour le cas d'Arróspide de l'article 32 de ce règlement sur les incompatibilités établies pour ses fonctionnaires, ce qui exige implicitement le remplacement du fonctionnaire.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/280300-la-bolivie-a-demande-le-retrait-dun-fonctionnaire-de-la-communaute-andine-des-nations>



Radio Habana Cuba